

RCS : NANCY

Code greffe : 5402

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANCY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 00527

Numéro SIREN : 839 644 150

Nom ou dénomination : 2PAT&CO

Ce dépôt a été enregistré le 18/05/2018 sous le numéro de dépôt 8454

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE NANCY

RUE DU GENERAL FABVIER - BP 30 108
54003 NANCY CEDEX
TEL 03 83 40 69 60 (STANDARD)

RECEPISSE DE DEPOT

2PAT&CO
10 rue des Chênes
54420 Saulxures-les-Nancy

V/REF :
N/REF : 2018 B 527 / 2018-A-8454

Le greffier du tribunal de commerce de Nancy certifie qu'il a reçu le 18/05/2018, les actes suivants :

Acte sous seing privé en date du 15/05/2018
- Constitution

Liste des souscripteurs en date du 15/05/2018

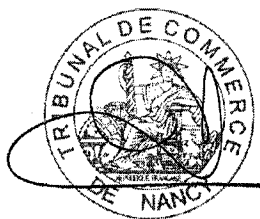
Attestation de dépôt des fonds et liste des souscripteurs en date du 15/05/2018

Concernant la société

2PAT&CO
Société par actions simplifiée à associé unique
10 rue des Chênes
54420 Saulxures-les-Nancy

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2018-A-8454 le 18/05/2018
R.C.S. NANCY 839 644 150 (2018 B 527)

Fait à NANCY le 18/05/2018,
LE GREFFIER ASSOCIE



2Pat & Co
SASU

STATUTS

En date du 15 mai 2018

SASU au capital de 10.000 euros

10 rue des chênes
54420 SAULXURES LES NANCY

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle
Au capital de 10 000 euros
10 rue des chênes – 54420 SAULXURES LES NANCY

Le soussigné

Patrick André FORRETT, né à SARREGUEMINES (57200) le 18 août 1963, de nationalité française, marié sous le régime de la communauté réduite aux acquêts avec Isabelle HUMBERT et domicilié à SAULXURES LES NANCY (54420) – 10 rue des chênes

A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle

Article 1 – Forme

Il existe entre le propriétaire des actions ci-après créées, une société par actions simplifiée unipersonnelle régie par les lois et règlement en vigueur et par les présents statuts. Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires et ne peut faire appel public à l'épargne.

Article 2 – Objet

La société a pour objet en France et à l'étranger :

- Agent commercial dans le domaine des vins, bières, boissons alcoolisées ou non et tout accessoire dans ces domaines
- Et plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement, tant en France qu'à l'étranger

Article 3 – Dénomination

La dénomination sociale est 2Pat & Co

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement « Société par actions simplifiées unipersonnelle » ou des initiales SASU et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 – Siège social

Le siège social est fixé à SAULXURES LES NANCY (54420) – 10 rue des chênes. Il peut être transféré en tout endroit par décision du président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

PF

Article 5 – Durée

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Article 6 – Apports

A la constitution, l'actionnaire unique a procédé aux apports suivants :

Monsieur Patrick FORRETT 10.000€

Soit une somme en numéraire de dix mille euros (10.000,00€), correspondant à cent (100) actions de numéraire, d'une valeur nominale de cent euros (100,00€) chacune, souscrites en totalité.

A la constitution, le capital est entièrement libéré.

Article 7 – Capital social

A la constitution, le capital est fixé à dix mille euros (10.000,00€), réparti en cent (100) actions de cent euros (100,00€) chacune, de même catégorie.

Article 8 – Modification du capital social

1. Le capital social peut être augmenté par tous moyens et toutes modalités prévues par la loi. Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.
2. La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'actionnaire unique délibérant dans les conditions prévues par la loi

Article 9 – Libération des actions

Lors de l'augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. La libération du surplus doit intervenir dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital. Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement.

Article 10 – Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur. Tout actionnaire peut demander à la société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Article 11 – Transmission des actions

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci. Les actions demeurent négociables après la dissolution de la société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du titulaire sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement bancaire du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni et agréé par la société et signé par le cédant ou son mandataire. L'ordre de

mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit jours qui suivent celle-ci. La société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier ministériel.

Article 12 – Droits et obligations attachés aux actions

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Chaque action donne en outre le droit de vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

La propriété des actions comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation.

Article 13 – Gestion de la société.

La société est représentée, dirigée et administrée par un président.

Le président de la société est élu à la majorité simple par l'assemblée générale. Le mandat du président est renouvelable sans limitation.

Les fonctions de président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination.

Article 14 – Conventions entre la société et ses dirigeants ou associés.

En application des dispositions de l'article L.227-10 du code de commerce, le commissaire aux comptes, s'il en est nommé un, présente un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président et actionnaire unique.

En application des dispositions de l'article L.227-11 du code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, sont communiquées au commissaire aux comptes.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au président.

Article 15 – Décisions collectives

L'assemblée générale est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- Approbation des conventions réglementées ;
- Nomination des commissaires aux comptes ;
- Augmentation, amortissement et réduction du capital social ;
- Transformation de la société ;
- Modification des statuts, sauf transfert du siège social.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du président.

Article 16 – Forme et modalités des décisions collectives

ff

Les décisions collectives sont prises en assemblée générale. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et prises par tous les moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif.

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire et établis sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Article 17 – Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier juillet et finit le trente juin.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et se terminera le 30 juin 2019.

Article 18 – Inventaire – comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce. A la clôture de chaque exercice, le président adresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat. Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, l'actionnaire doit statuer sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du commissaire aux comptes s'il y a lieu.

Article 19 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, décider en assemblée générale s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum, et dans un délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Article 20 – dissolution – liquidation

La société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision de l'actionnaire.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

Article 21 – Contestations

Les parties attribuent compétence au président du tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

Article 22 – Nomination des dirigeants

Le premier président de la société nommé aux termes des présents statuts, pour une durée indéterminée, est monsieur Patrick FORRETT.

Monsieur FORRETT a, préalablement à la signature des statuts, déclare accepter lesdites fonctions et déclaré ne faire l'objet d'aucune incompatibilité ni aucune interdiction susceptibles de lui en interdire l'exercice.

Article 23 – Reprise des engagements accomplis pour le compte de la société en formation
Conformément à la loi, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts.

La signature des présents statuts emportera reprise de ces engagements par la société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

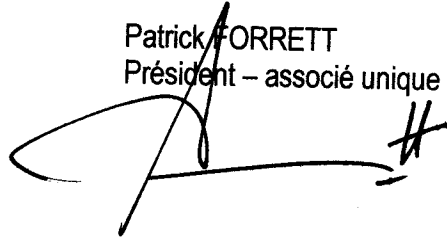
Article 24 – Formalités de publicité – pouvoirs – frais

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à la constitution de la société.

Il a été fait quatre (4) exemplaires originaux des présents statuts.

Fait à Saulxures-lès-Nancy, le 15 mai 2018

Patrick FORRETT
Président – associé unique

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop and a horizontal stroke, followed by a small mark resembling a hash symbol (#).

2PAT&CO
SASU au capital de 10 000€
10 rue des chênes
54420 SAULXURES LES NANCY
Société en cours de constitution

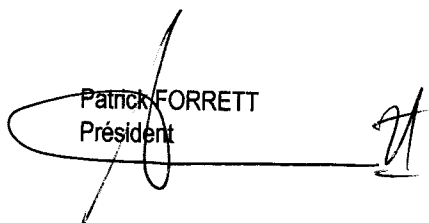
LISTE DES SOUSCRIPTEURS D'ACTIONS

NOM	Nombre d'actions souscrites	Montant total des souscriptions en €	Montant des versements effectués
Patrick FORRETT Domicilié 10 rue des chênes à 54420 SAULXURES LES NANCY	100	10 000€	10 000€

Certifié exact, sincère et véritable par Patrick FORRETT, Président de 2PAT&CO, SASU en cours
d'immatriculation

Fait à Saulxures-Lès-Nancy, le 15 mai 2018 en deux exemplaires

Patrick FORRETT
Président



CCM SAINT MAX MALZEVILLE
105 AVENUE CARNOT 54130 ST MAX
☎ 03 83 39 42 58 FAX 03 83 33 22 33 ✉ 04065@creditmutuel.fr BIC : CMCIFR2A

Création de Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle

ATTESTATION DE BLOCAGE DU CAPITAL SOCIAL

La banque ci-après :

CCM SAINT MAX MALZEVILLE 105 AVENUE CARNOT 54130 ST MAX déclare et atteste avoir reçu en dépôt la somme de 10 000 €.

M PATRICK FORRETT, représentant de la société 2 PAT & CO SASU S.A.S.U., Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle actuellement en voie de formation dont le siège social se situe EN FORMATION 10 RUE DES CHENES 54420 SAULXURES LES NANCY, déclare que cette somme représente le montant immédiatement libérable de la partie du capital social correspondant aux apports en numéraire de la Société par Actions Simplifiée en formation, ainsi qu'il a été versé par l'actionnaire unique :

M PATRICK FORRETT
Nombre d'actions : 100
Somme versée : 10 000 €

En conséquence, conformément aux dispositions législatives en vigueur, la somme ci-dessus demeurera bloquée en compte spécial :

10278 04065 00020748401 91

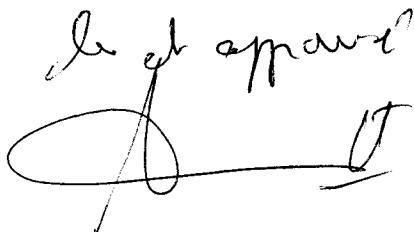
jusqu'à production du certificat d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de la société actuellement en voie de formation. Sans production de ce certificat dans le délai de six mois à compter du dépôt de fonds, la somme susvisée pourra être débloquée :

- soit entre les mains du mandataire désigné par l'ensemble des souscripteurs,
- soit entre les mains du mandataire désigné par décision de justice passée en force de chose jugée.

La présente attestation est établie en triple exemplaire pour faire valoir ce que de droit.

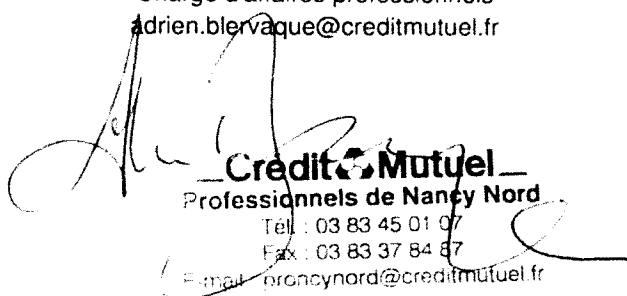
Le 15 mai 2018

Le déposant
("lu et approuvé" + signature)

lu et approuvé


JST141

M BLERVAQUE ADRIEN
Chargé d'affaires professionnels
adrien.blervaque@creditmutuel.fr


Crédit Mutuel
Professionnels de Nancy Nord
Tél : 03 83 45 01 07
Fax : 03 83 37 84 87
Email : prnncynord@creditmutuel.fr